

"La Grande-Bretagne face à un grand tournant" dans Luxemburger Wort (2 janvier 1973)

Légende: Le 1er janvier 1973, le Royaume-Uni devient membre des Communautés européennes. Le lendemain, le quotidien Luxemburger Wort analyse les réactions anglaises face à l'adhésion et fustige une certaine attitude isolationniste britannique.

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 02.01.1973, n° 1; 126e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul. "England vor der grossen Wende", auteur:W. G. Krug , p. 12.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_grande_bretagne_face_a_un_grand_tournant_dans_luxemburger_wort_2_janvier_1973-fr-37a8e425-e66b-4f7b-8c13-02074091e991.html

Date de dernière mise à jour: 06/12/2016



La Grande-Bretagne face à un grand tournant

– W.G. Krug (Londres) –

Le Royaume-Uni se trouve face à un des plus grands tournants de son histoire très mouvementée. Le jour de la Saint-Sylvestre, au premier coup de minuit, il abandonnera pour la première fois depuis des siècles, si on excepte les alliances militaires éphémères, sa *splendid isolation* et deviendra partie intégrante d'un plus grand ensemble européen. Il se tourne ainsi de nouveau pour le meilleur et pour le pire vers le continent, dont il n'est séparé que par la Manche.

Il y a plus de 1500 ans, le Royaume-Uni était en majeure partie occupé par les légions romaines et gouverné depuis Rome. Après la conquête de son territoire en 1066 par Guillaume le Conquérant, duc de Normandie, ses souverains ont pendant des siècles porté parmi leurs nombreux titres celui de Roi de France, ce qui les entraîna dans la guerre de Cent Ans pour conserver leurs provinces françaises. Cette fois, le Royaume-Uni deviendra de son plein gré un membre égal en droits d'une communauté européenne. Selon des rumeurs récemment parues dans la presse, des négociateurs britanniques se seraient même enquis auprès des maisons royales de Belgique, du Danemark et des Pays-Bas, de la possibilité pour la Reine d'Angleterre d'obtenir le titre de «Reine de la Communauté économique européenne» et de devenir ainsi l'autorité honorifique de cette nouvelle association.

Le traité d'union signé de façon solennelle il y a près d'un an entre le Royaume-Uni et la Communauté entre en vigueur le 1^{er} janvier. En Grande-Bretagne, l'alliance sera célébrée par une série de fêtes de dix jours, appelée «Fanfare pour l'Europe», organisée sur l'ordre du gouvernement et financée par une aide de 350 000 £, pour que la lune de miel puisse aboutir à une union harmonieuse. Les deux représentants du Royaume-Uni auprès de la Commission de Bruxelles, un juge suprême à la Cour européenne de Justice de Luxembourg, une délégation parlementaire qui ne compte pour le moment que la moitié de ses effectifs (les 17 députés du parti travailliste ont décidé pour l'instant de boycotter leur siège pendant un an) et qui siègera au Parlement européen de Strasbourg à partir du 15 janvier, ainsi que le cortège des eurocrates et de leurs assistants sont déjà prêts à œuvrer méticuleusement à l'unification européenne.

Le gouvernement de M. Heath a accompli son devoir dans les délais fixés et s'attend à ce que l'expérience britannique d'ancienne puissance impériale, le pragmatisme anglais et un brin d'inéluctable chauvinisme transforment très rapidement le Royaume-Uni en une puissance dirigeante au sein de la Communauté élargie, et à ce que la diplomatie qui a été employée tout au long du siècle dernier à préserver l'équilibre européen des forces, puisse maintenant être utilisée avec la même ingéniosité pour mettre au pas les huit partenaires dans le plus grand intérêt de la Grande-Bretagne. Cela concerne non seulement les tâches quotidiennes et le développement de la Communauté, mais aussi les nombreuses questions internationales qui en découleront: les futures relations avec les États-Unis, avec l'Union soviétique et avec le tiers-monde. Pour mieux exprimer les intentions britanniques, il s'agit de tourner davantage vers l'extérieur le regard et les actions de la nouvelle Communauté économique européenne et de l'ouvrir davantage sur le monde.

Si, dans les pays de l'ancienne Communauté, toutes les pensées et les idéaux d'une attitude européenne se sont perdus depuis longtemps dans la pagaille des contrôles économiques et des décisions de l'eurocratie pour faire place à un sentiment croissant de déception et de désillusion, on peut affirmer sans conteste que les Britanniques n'ont jamais éprouvé le moindre enthousiasme pour l'Europe et que cette nouvelle entreprise hasardeuse ne leur inspire guère confiance. On peut même aller plus loin et soutenir qu'à peu près tous les Britanniques entrent dans cette nouvelle union avec un sentiment d'appréhension et de réserve. Les ménagères voient dans l'adhésion à la Communauté économique européenne le déclenchement d'une vague de hausses incroyables des prix des denrées alimentaires. La population dans son ensemble estime que l'adhésion portera atteinte à des traditions et modes de vie sacrés. Les parlementaires redoutent la perte de la souveraineté de la Chambre basse et de la Chambre haute. L'économie, qui n'est toujours pas parvenue à faire le ménage dans ses rangs, appréhende la concurrence déferlante de produits continentaux exempts de droits de douane. Les syndicats protestent avec véhémence contre la liberté totale de la main-d'œuvre issue du continent et contre la venue massive, à leurs yeux inévitable, de travailleurs étrangers qui ne se tiendront à aucun appel à la grève et qui ôteront littéralement le pain de la bouche de leurs collègues britanniques. Ces

derniers jours, à prêter l'oreille aux discussions des Britanniques, on pourrait penser que l'adhésion à la Communauté économique européenne sera inéluctablement suivie du déluge et que le rattachement à l'Europe sonne la fin de 2000 ans d'histoire et de culture britanniques.

En tout cas, une chose est sûre: les Britanniques sont des Européens réticents et vont le demeurer longtemps. Leurs liens vont plutôt vers les antipodes, vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande, outre-Atlantique, vers l'Amérique du Nord, les États-Unis qu'ils ont jadis colonisés et le Canada, qui a la même Reine qu'eux et appartient à la même organisation du Commonwealth, ainsi que, malgré l'apartheid et la rébellion, vers l'Afrique du Sud et la Rhodésie. Bien que l'empire britannique n'existe plus depuis une génération et qu'il n'en subsiste plus que des bribes, les Britanniques continuent à s'accrocher comme par le passé à la communauté de pays anglophones, partageant la même langue et la même culture. Or, tous les pays et peuples de notre continent en sont totalement exclus.

Tel est le véritable obstacle qui explique le manque de conviction des Britanniques face à ce revirement imposé par le gouvernement, qui se tourne vers l'Europe pour des raisons de nécessité économique et de convenance politique. Ils ne comprennent pas les Européens, dont la façon de penser et d'agir leur est aussi étrangère que les coutumes et la vie quotidienne. Pendant toute l'année, le gouvernement a mené une lutte désespérée afin de remplir toutes les conditions requises pour l'adhésion. Cela ne lui a valu que des revers, de l'impopularité et la révolte publique. La livre a été adaptée au système décimal du continent, les poids et mesures sont devenus métriques, les températures ne sont plus mesurées seulement en Fahrenheit, mais aussi en Celsius, et les trains circulent, comme sur le continent, selon le système des 24 heures.

Là où le gouvernement Wilson avait échoué, le gouvernement Heath s'est imposé avec une ténacité inouïe, bien que sans grand succès: il a brisé la toute-puissance des syndicats et réformé les relations industrielles. Malgré les injections massives d'argent public, l'industrie et l'économie sont demeurées dans leur position peu compétitive. L'été dernier, la livre était devenue tellement vulnérable qu'il a fallu la laisser «flotter», c'est-à-dire la laisser chercher sa propre valeur, ce qui la fit chuter davantage. Le seul record à signaler: à la fin de l'année, on comptait 24 millions de journées de travail perdues à cause des grèves, soit le double de l'année précédente.

Le grand tournant que vivra la Grande-Bretagne le jour de l'an n'a jusqu'à présent apporté au pays que des changements douloureux. «Si telles sont les conséquences de l'adhésion à l'Europe,» entend-on partout dans le pays, «que Dieu nous protège de nos nouveaux amis.» Ce n'est pas vraiment l'ambiance idéale pour se lancer dans une nouvelle et grande aventure. En effet, en cette fin d'année, les Britanniques ne sont pas vraiment disposés à entreprendre la marche vers l'Europe et à se soumettre à une association plus grande. Ils arrivent en Europe sur leurs gardes et pleins de pessimisme, et ils resteront encore longtemps des partenaires extrêmement difficiles.